

"La France devant le Plan Marshall" dans Tageblatt (5 mai 1948)

Légende: Le 5 mai 1948, dans le cadre de la mise en oeuvre du plan Marshall, le quotidien luxembourgeois Tageblatt s'interroge sur la capacité de redressement de l'économie française.

Source: Tageblatt. Journal d'Esch. 05.05.1948, n° 103. Esch-sur-Alzette: Luxemburgs Genossenschaftsdruckerei. "La France devant le Plan Marshall", auteur: Jolivald, Roger.

Copyright: (c) Editpress Luxembourg/Tageblatt

URL: http://www.cvce.eu/obj/la_france_devant_le_plan_marshall_dans_tageblatt_5_mai_1948-fr-20ee3e1e-6d8b-44a7-ab71-215fc6832f07.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

La France devant le Plan Marshall

Dix mois après que le Général Marshall en eut lancé l'idée dans un discours qui restera sans doute à jamais mémorable, le plan d'assistance à l'Europe qui porte désormais officiellement le nom d'European Recovery Program (ERP) est enfin voté par le Congrès américain. Ces dix mois ne se sont pas passés dans l'inaction. L'Europe Occidentale a fait l'inventaire de ses besoins, les USA ont procédé à celui de leur potentiel industriel et agricole. Sous l'œil bienveillant de l'Amérique, les 16 nations bénéficiaires de l'ERP se sont rapprochées et, de jour en jour, la coopération économique européenne s'organise. Certes elle n'est pas encore passée dans les faits et il faudra sans doute des années avant qu'elle ne s'affirme pleinement dans une union économique totale. Mais l'idée est lancée et la pente glissante des nécessités de l'heure constitue la meilleure garantie de son avenir.

Lorsqu'il en soit, et en se limitant à la France, il est permis de se demander si le Plan Marshall suffira à tirer l'économie française de l'ornière dans laquelle elle reste embourbée depuis la Libération, en dépit de tous ses efforts.

La cause majeure de ce marasme réside dans l'énorme déficit de la balance des paiements extérieurs, créé d'une part par le gonflement des importations et d'autre part par la réduction des exportations. Ce déficit s'élève pour l'année 1947 à 132 milliards de francs. Seules une réduction des importations ou une augmentation des exportations permettraient de le réduire.

Une réduction des importations est toujours possible et c'est à cette solution que le gouvernement français s'était arrêté au cours du deuxième trimestre de 1947, mais il faut prendre garde aux conséquences de ce geste, qui, si elles ne sont pas immédiates, n'en sont pas moins graves. Une diminution des importations signifierait, à l'heure actuelle, pour la France, une diminution de sa production industrielle qui a été de tout temps, et le reste plus que jamais, tributaire pour une large part des importations de matières premières. Ce ralentissement, de la production aurait pour conséquences, presque immédiates, une réduction des possibilités d'exportation et une hausse des prix sur le marché français du fait de la raréfaction des produits. Le volume des importations s'avère donc difficilement compressible sans de graves dangers en définitive.

Un examen de la balance commerciale française révèle que ce sont les PSA, le Canada, l'Argentine et l'Australie qui représentent à eux seuls 87% du déficit de cette balance. La France doit donc développer ses exportations vers ces pays si elle veut dans une certaine mesure réduire son déficit. Mais le développement des exportations dépend essentiellement de trois facteurs qui sont les possibilités d'exportation, l'attitude des pays importateurs et enfin le prix des produits exportés.

Les possibilités d'exportation de la France portent sur les trois groupes de produits suivants : matières premières, produits utiles à l'équipement industriel ou agricole, produits non indispensables, de luxe ou de demi-luxe. Il semble bien qu'il est actuellement impossible à la France de développer davantage l'exportation des deux premiers groupes, par suite de ses propres besoins dans ces domaines. Mais l'exportation des produits de luxe et de demi-luxe peut être davantage poussée.

L'exportation de ces produits peut être accrue à condition que les pays importateurs acceptent de les acheter. Ce dont la plupart des nations ont besoin à l'heure actuelle, sauf les pays très évolués et riches, comme les Etats Unis ou le Canada, ce sont les matières premières et de l'équipement industriel. Ainsi l'Amérique du Sud refuse actuellement toutes les importations de produits indispensables et se borne exclusivement à l'achat de produits des deux autres catégories.

Cependant la question des prix est le problème déterminant en matière de commerce international. Or les prix français à la fin de l'année dernière avaient atteint un niveau tel qu'ils s'écoulaient difficilement sur le marché international. Le gouvernement français tenta, en conséquence, de parer à cette situation en procédant à une dévaluation qui aurait dû permettre aux produits français de se retrouver dans une position bien meilleure et assurer ainsi un redressement sensible des exportations. Cette dévaluation avait été calculée de telle sorte qu'elle aurait dû procurer aux produits français un avantage sur les prix de ces mêmes produits en octobre, de l'ordre de 80% pour les pays de la zone sterling et de 120% pour ceux de la zone

dollar pour lesquels les exportateurs français peuvent rapatrier 50% de leurs devises au cours du marché libre.

Mais la hausse des prix français depuis octobre a complètement faussé ces précisions. L'Institut National des Statistiques annonçait à la fin janvier une hausse de 70% par rapport à octobre sur les produits industriels. Et les effets de la dévaluation ne s'étaient pas encore répercutés sur les prix des matières premières importées nécessaires à la fabrication de certains de ces produits. A l'heure actuelle, l'indice de hausse par rapport à octobre dépasse légèrement 80%. Tout l'intérêt de la dévaluation quant aux exportations vers la zone sterling est donc annulé par cette hausse rapide. Par contre, les produits français rencontrent encore, de ce fait, un avantage de l'ordre de 40% environ en ce qui concerne les livraisons dans la zone dollar.

Il apparaît donc que c'est sur les marchés de l'Amérique du Nord que la France a les plus grandes chances de pouvoir développer ses exportations, à la condition toutefois que les prix français cessent de monter.

La question se pose encore sous une autre face qui nous révèle le caractère urgent et extrêmement grave de ce problème.

La hausse des prix français replace, en effet, l'exportation française dans la même position à peu près qu'avant la dévaluation. Or, à cette époque, le gouvernement français évaluait à 1580 millions de dollars l'insuffisance de ses moyens de paiement. La question est de savoir si la part allouée à la France au titre de l'ERP lui permettra de couvrir ce déficit.

Avant tout, il faut remarquer que la France n'aura pas la libre disposition des crédits qui lui sont alloués, puisque le gouvernement américain s'est chargé de leur affectation. On peut estimer sans exagération que 85% seulement de ces crédits couvriront des besoins réels de la France. Or la part de la France dans le plan Marshall, pour la campagne 1^{er} mai 1948—30 avril 1949, a été établie comme suit : au titre de l'amélioration du niveau de la vie 795 millions, au titre de la Reconstruction et du rééquipement industriel 355 millions, soit un total de 1150 millions de dollars, sur lesquels, rappelons-le, 85% serviront à couvrir des besoins réels.

Si l'on compare ce chiffre à celui du déficit de la balance commerciale on se trouve en face d'un trou de l'ordre de 500 millions de dollars.

Comment combler ce nouveau déficit?

Une réduction des importations signifierait, nous l'avons vu, un retour vers une pénurie plus grande, d'autant plus que les restrictions qui ont été imposées dans ce domaine au cours du 2^e semestre de 1947 ont fait dangereusement baisser les stocks. Ce serait certainement l'arrêt complet d'irréversible du redressement économique et le retour aux privations, sans doute même la réapparition du chômage.

Seule une accélération rapide des exportations vers l'Amérique du Nord, et même vers la zone sterling, peut redresser cette situation compromise. Ce résultat ne peut être acquis que par une compression immédiate et radicale des prix français qui restent trop élevés par rapport à ceux des marchés mondiaux.

Cette compression n'est possible que par un resserrement des liens économiques entre la France et les autres Etats de l'Europe, afin de créer un courant d'échanges qui stimulera la concurrence.

L'ERP, et son insuffisance même, poussent donc la France dans la vie de l'union économique européenne. Nous nous trouvons peut être là en présence de la forme moderne de cette unité de l'Europe dont l'idée millénaire n'a cessé de hanter le cours de l'Histoire et qu'ont vainement tenté de réaliser l'Empire Romain, l'Empire Carolingien et l'épopée napoléonienne.

Roger JOLIVALD.